

Modalités de mise en œuvre du temps partiel dans le second degré

Circulaire n° 2022 - 141 du 14/11/2022 relative aux modalités de mise en œuvre du temps partiel dans le second degré

DEEP

Affaire suivie par : Isabelle Taïeb

Tél : 01 57 02 63 01

Mél : ce.deep@ac-creteil.fr

Texte adressé à mesdames et monsieur les inspecteurs d'académie - directeurs académiques, des services de l'éducation nationale de Seine et Marne, de Seine Saint Denis et du Val de Marne, mesdames et messieurs les membres du bureau des inspecteurs d'académie –inspecteurs pédagogiques régionaux, monsieur le délégué académique à la formation professionnelle initiale et continue, mesdames et messieurs les inspecteurs de l'éducation nationale, madame la cheffe du service académique d'information et d'orientation, monsieur le directeur du Canopé d'Ile de France, monsieur le conseiller technique à la vie scolaire

Références :

- Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État modifiée
- Décrets n° 2014-940 et n° 2014-941 du 20 août 2014
- Circulaire ministérielle n° 2015-105 du 30 juin 2015

Annexes :

- Annexe 1 : Demande de travail à temps partiel – Année scolaire 2023/2024
 - Annexe 2 : Tableau récapitulatif des différents temps partiels sur demande
-

L'objet de la présente circulaire est de préciser les modalités d'application du travail à temps partiel aux maîtres contractuels exerçant dans les établissements d'enseignement privés du second degré. Les quotités doivent permettre d'obtenir un service hebdomadaire comprenant un **nombre entier d'heures**.

I - Rappel des principes régissant le travail à temps partiel des personnels enseignants des établissements privés d'enseignement du second degré

A. Les différents régimes de travail à temps partiel

Il convient de distinguer le temps partiel de droit et le temps partiel sur autorisation.

1/ Le temps partiel de droit est accordé :

- pour les quotités d'exercice suivantes : 50%, 60%, 70% ou 80% de la durée hebdomadaire de service.

Suite à :

- un congé de maternité ou un congé de paternité
- un congé d'adoption
- un congé parental

Le temps partiel est accordé jusqu'au 3^{ème} anniversaire de l'enfant ou pendant les 3 années suivant l'arrivée de l'enfant au foyer.

Le temps partiel de droit peut être pris en cours d'année uniquement s'il fait **immédiatement suite** à un congé de maternité, de paternité, congé parental ou d'adoption. S'il n'y a pas de continuité avec un de ces congés, le temps partiel prendra effet au 1^{er} septembre de l'année scolaire suivante.

- **pour des soins au conjoint, à un enfant ou un ascendant** atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'un accident ou d'une maladie grave. Il cesse dès que l'état de santé de la personne ne nécessite plus l'assistance d'un tiers.
- **à l'agent en situation de handicap bénéficiant de l'obligation d'emploi** : Le temps partiel est accordé après avis du médecin de prévention. L'avis est considéré comme rendu si le médecin ne s'est pas prononcé au terme d'un délai de 2 mois à compter de la date de la saisine.

Dans ce cas, la période de travail à temps partiel **court jusqu'à la fin de l'année scolaire**. Elle est renouvelable dans les mêmes conditions que les autres formes de temps partiel. S'ils reprennent leur activité à temps plein à la suite de l'un des cas de figure mentionnés ci-dessus et demandent par la suite le bénéfice d'un temps partiel de droit au même titre, cette autorisation ne pourra prendre effet qu'à compter du **début de l'année scolaire qui suivra le dépôt de la demande**.

Dans tous les cas, les demandes sont subordonnées à la production de pièces justifiant de la situation de l'enseignant.

2/ Le temps partiel sur autorisation est accordé :

- pour les quotités d'exercice suivantes : 50 %, 60 %, 70 %, 80 % ou 90 % de la durée hebdomadaire de service
- par l'administration sous réserve des nécessités, de la continuité et du fonctionnement du service.
- au titre de l'année scolaire. Il est renouvelable, pour la même durée, dans la limite de trois ans.
- aux maîtres contractuels sans condition d'occupation antérieure
- aux maîtres délégués auxiliaires, qui pour une première demande, doivent être **employés depuis plus d'un an à temps complet** de façon continue. Ce délai ne s'applique qu'à l'occasion de la demande initiale d'exercice. Il n'est donc pas opposable à l'agent désireux d'effectuer une nouvelle période d'activité à temps partiel.

Le temps partiel sur autorisation ne peut prendre effet qu'à compter de la rentrée scolaire suivant le dépôt de la demande.

3 / Dispositions communes à tous les temps partiels

La demande des intéressés (sauf pour les demandes de temps partiel de droit en cours d'année scolaire), dont vous trouverez un modèle en annexe 1 de la présente circulaire, doit être présentée **avant le 13 février précédant le début de l'année scolaire**.

L'autorisation de temps partiel est arrêtée par le recteur avant la date de la rentrée scolaire (sauf pour une première demande de temps partiel de droit en cours d'année scolaire). Cet arrêté comporte obligatoirement la mention du nombre d'heures que doit assurer hebdomadairement l'intéressé et la quotité, en pourcentage, que représente ce nombre d'heures. Néanmoins, **la quotité de temps partiel pourra être ajustée en fonction des nécessités de service**.

B. Rémunération

- Si la quotité de travail choisie est inférieure à 80%, la rémunération est calculée au prorata de la durée effective de service.
- Les quotités de 80% et 90% sont rémunérées respectivement 6/7e (85,7%) et 32/35e (91,4%).
- Pour les quotités de temps de travail aménagées comprises entre 80% et 90%, la fraction de rémunération versée est calculée selon la formule suivante :

$[(\text{quotité de temps partiel aménagée en pourcentage d'un service à temps complet} \times 4/7e) + 40]$.

Exemple : Un professeur ayant 18 heures d'obligation de service hebdomadaires et formulant une demande pour assurer 14H30 hebdomadaires se verra attribuer une quotité de temps partiel aménagée de 80.6% et sera rémunéré selon cette formule à 86.1%.

$$(14.50 / 18) \times 100 = 80.6 \% \qquad (80.6 \times 4/7) + 40 = 86.1 \%$$

II - Application de ces principes à la situation des enseignants bénéficiant de dispositifs de pondération des heures d'enseignement

La quotité de temps de travail sera calculée **après application du ou des mécanismes de pondération**. Sont ajoutés à ce volume horaire les éventuels allègements ou réductions de service dont peut bénéficier l'enseignant. Le service ainsi décompté ne doit être ni inférieur à 50% du maximum de service du corps auquel appartient l'enseignant ni supérieur à 80% de celui-ci pour un temps partiel de droit ou 90% pour un temps partiel sur autorisation.

La quotité de travail à temps partiel correspondra au rapport entre le service ainsi décompté et le maximum de service : $\text{quotité} = [(\text{nombre d'heures d'enseignement assuré} + (\text{nombre d'heures pondérables} \times \text{coefficient de pondération}) + \text{allègement de service}) / \text{maximum de service du corps}] \times 100$.

III - Articulation des modalités d'aménagement du temps partiel et du versement du complément de libre choix d'activité

Le complément de libre choix d'activité (CLCA) a, notamment pour objet de permettre à l'un des parents de réduire son activité professionnelle pour s'occuper de son enfant. Peuvent en bénéficier les personnels exerçant à temps partiel dont la quotité de temps de travail est comprise entre 50 % et 80 %.

Ce complément comporte un taux de base pour les agents exerçant à temps partiel dont la quotité est comprise entre plus de 50 % et 80 % et un taux plus élevé pour ceux exerçant à temps partiel dont la quotité est égale à 50 %.

Vous veillerez à attribuer les quotités exactes de 50 % ou 80 % aux enseignants ayant formulé une demande pour assurer un nombre d'heures proche de ces quotités et ayant signalé leur volonté de percevoir le complément de libre choix d'activité.

Pour ce faire, vous privilégieriez, lorsque l'intérêt du service le permet, l'organisation du temps partiel dans un cadre annuel.

Je vous remercie d'assurer une large diffusion de cette circulaire à vos enseignants.

Secrétaire général Adjoint
Directeur des Relations et des
Ressources Humaines
Mehdi Cherfi